

Les conflits israélo-arabes

TR 38

C'est à la fin du XIX^e siècle, au sein de l'Empire ottoman, qu'apparaît un nationalisme juif, parallèlement à la montée des nationalismes turc et arabe. Ce phénomène, d'abord essentiellement européen, gagne le Proche-Orient avec le mouvement d'immigration juive en Palestine.

Un « foyer national » juif

La Première Guerre mondiale marque un tournant fondamental dans le développement du mouvement sioniste international. Très ambiguë, la déclaration Balfour (novembre 1917), en faveur de la création d'un « foyer national » juif en Palestine, aura de profondes conséquences. À la fin de la guerre, et après de complexes négociations, la division du monde arabe est consommée. Reprenant les termes de la déclaration Balfour, la Société des Nations (SDN) attribue le mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne (1922) et lui assigne un objectif paradoxal : favoriser le développement d'un foyer national juif sans porter atteinte aux droits de la population arabe.

Les plans de partage de la Palestine

À la fin de la guerre, en mai et juin 1945, les dirigeants sionistes adressent deux demandes aux Britanniques : faire de la Palestine un État juif et autoriser l'entrée de 100 000 immigrants. À partir d'octobre 1945, la *Haganah* (organisation militaire clandestine de la colonie juive de Palestine) engage la lutte armée contre les Anglais, coopérant ponctuellement avec l'*Irgoun* (branche armée de la mouvance sioniste de droite), insurgée depuis 1944. Les diverses tentatives de compromis élaborées en 1946 et 1947 avortent et la question est portée devant l'ONU.

Le rapport d'une commission *ad hoc* propose un découpage territorial de la Palestine tenant compte de la perspective d'une forte immigration juive, attribuant 55 % du territoire aux Juifs alors qu'ils ne représentent que 30 % de la population du pays en 1947. Après quelques modifications mineures, les États-Unis et l'URSS acceptent ce plan de partage, refusé par les Britanniques et les dirigeants arabes. Le plan est finalement voté le 29 novembre 1947 par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions.

Le Haut-Comité arabe, qui regroupe les différentes organisations politiques palestiniennes, déclare ne lui reconnaître aucune valeur juridique. S'ensuivent des affrontements qui se prolongent jusqu'au départ des Britanniques. Impuissante à faire respecter sa décision de partage, l'ONU essaie de trouver une solution de rechange qui parvienne à éviter la guerre que les gouvernements arabes menacent de déclencher dès la fin du mandat britannique. En vain.

L'État d'Israël est proclamé le 14 mai 1948, après avoir décidé deux jours plus tôt de ne pas inclure dans la déclaration d'indépendance la reconnaissance des frontières définies par l'ONU. Dans la nuit du 14 au 15 mai, le Haut-Commissaire anglais quitte la Palestine, mettant fin au régime de mandat.

1^{er} 1948-1949 : la première guerre israélo-arabe

Le 15 mai 1948, après des mois de violents combats entre des forces armées sionistes et palestiniennes, les armées de Transjordanie, de Syrie et d'Égypte appuyées par des bataillons irakiens et libanais, pénètrent en Palestine. Israël, dont les troupes sont ravitaillées en armes par la Tchécoslovaquie, prend vite l'avantage.

Les principales victimes sont les Palestiniens. L'État hébreu voit son territoire agrandi d'un tiers par rapport à ce qui avait été prévu lors du traité de partage, et il occupe 78 % du territoire de la Palestine mandataire en 1949. *A contrario*, l'État arabe ne voit pas le jour, Israël et la Transjordanie s'en étant partagé le territoire et les habitants. Presque la moitié des Palestiniens (725 000 selon l'ONU) quittent les lieux où ils vivent et deviennent des réfugiés. En 1949, 170 000 Palestiniens vivent en Israël, 570 000 en Cisjordanie et 70 000 à Gaza. La moitié environ des réfugiés se trouve en Jordanie, l'autre moitié à Gaza, au Liban et en Syrie. En décembre 1948, l'ONU adopte une résolution demandant que les réfugiés soient autorisés à rentrer chez eux ou indemnisés. Elle ne sera jamais appliquée. Ce premier conflit israélo-arabe crée les conditions des suivants.

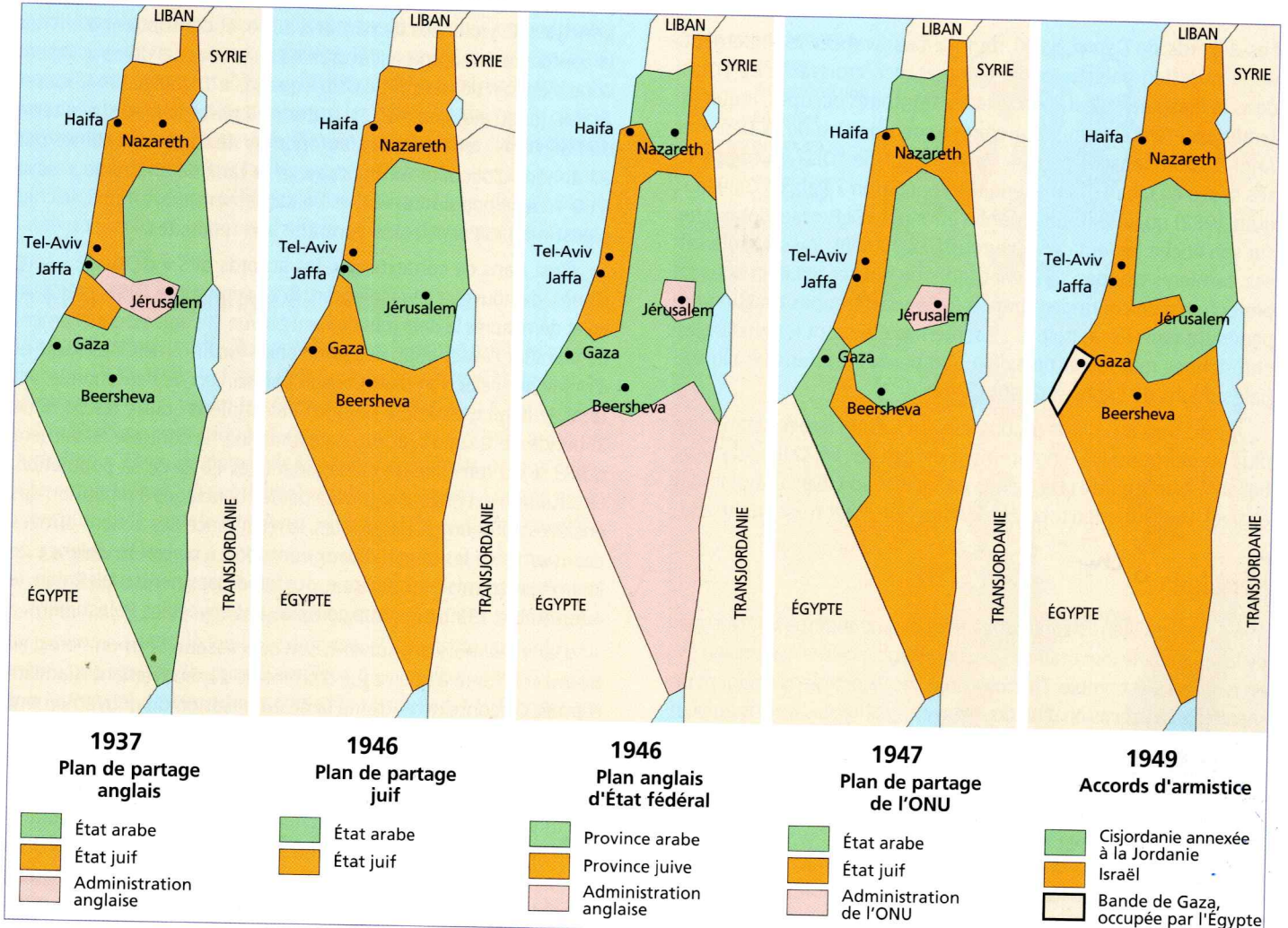
2nd 1956 : la guerre de Suez

L'État d'Israël adopte d'abord une politique de non-alignement, mais il se rapproche rapidement des puissances occidentales. Dans le même temps, de nombreux régimes arabes se rapprochent du bloc soviétique et jouent, Nasser notamment, un rôle important dans la création du mouvement des non-alignés. L'annonce par le chef d'État égyptien de la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez (juillet 1956) est un véritable coup de tonnerre. En octobre, les Français et les Britanniques préparent secrètement une intervention militaire contre l'Égypte. L'accord entre ces deux puissances donne à Israël les alliés et les armes modernes dont elle a besoin pour lancer une opération de grande envergure contre l'Égypte, qui interdit aux navires israéliens l'accès au canal de Suez et au golfe d'Akaba. L'offensive israélienne débute le 29 octobre 1956 et aboutit à l'occupation du Sinaï. Le 31 octobre, les Français et les Anglais bombardent des objectifs égyptiens et débarquent, le 5 novembre, à Port-Saïd. Les pressions internationales, la menace soviétique et le refus des États-Unis de soutenir les puissances européennes les contraignent à retirer leurs troupes le 22 décembre. Les Israéliens, pour leur part, évacuent le Sinaï (décembre 1956-mars 1957). L'échec politique de l'intervention sonne la fin des vieilles puissances coloniales dans la région et y renforce le rôle des deux superpuissances.

3^{em} 1967 : la guerre des Six-Jours

Après plusieurs mois d'exacerbation des tensions entre Israël d'un côté, la Syrie et l'Égypte de l'autre, les Israéliens arguent d'un encerclement de leur État – la Jordanie et l'Irak viennent de se rallier au pacte égypto-syrien –, du départ des casques bleus du Sinaï à la demande de Nasser et de la fermeture du détroit de Tiran pour déclencher une guerre-éclair (5 juin). Les avions égyptienne, jordanienne et syrienne sont mises hors de combat

L'évolution des plans de partage de la Palestine



D'après J.-P. Derriennic, *Le Moyen-Orient au xx^e siècle*, A. Colin, Paris, 1980.

en quelques heures ; la péninsule du Sinaï et la Cisjordanie sont totalement occupées. Le 7 juin, le Conseil de sécurité adopte une résolution de cessez-le-feu qui est seulement effective le 10, après que *Tsahal* (l'armée israélienne) a occupé le plateau du Golan syrien sur une quinzaine de kilomètres de profondeur. Cette écrasante victoire, profondément déstabilisante pour les régimes arabes, constitue une rupture qualitative dans la politique israélienne, l'État hébreu cessant de se réclamer de la légitimité internationale conférée par l'ONU.

Après cinq mois de tractations, l'ONU adopte la résolution 242 qui proclame « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre », mais elle reste inappliquée. Les Palestiniens sont les premières victimes de la situation et notamment de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. C'est à la suite de ce troisième conflit que l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP) s'émancipe de la tutelle des pays arabes.

1973 : la guerre du Kippour

Cette quatrième guerre israélo-arabe, dite du Kippour, apparaît comme la conséquence de la situation créée par la victoire israélienne de 1967. Les dirigeants syriens et égyptiens considèrent en effet que seuls les États-Unis peuvent faire pression sur Israël pour négocier son retrait des territoires et que seule une nouvelle guerre peut influencer dans ce sens.

Le 6 octobre, les blindés égyptiens traversent le canal et s'enfoncent dans le Sinaï, tandis que les Syriens avancent de cinq kilomètres sur le Golan. Les Israéliens, surpris, marquent le pas et il leur faut quelque temps pour réagir et lancer une contre-offensive victorieuse. Le 22 octobre, l'ONU adopte la résolution 338 demandant aux parties de mettre fin aux opérations militaires, ce qui n'empêche pas les combats de se poursuivre jusqu'au 25. Les Soviétiques menaçant d'intervenir, les États-Unis placent leurs forces nucléaires en état d'alerte.

Israël l'emporte. Mais la percée initiale est vécue du côté arabe comme la revanche des humiliantes défaites précédentes et, comme le président égyptien Sadate l'avait espéré, des négociations s'engagent. Après l'évacuation des deux rives du canal en janvier 1974, l'Égypte ne récupère qu'une part minimale des territoires perdus en 1967, mais c'est celle qui a le plus d'importance économique. Surtout, Sadate se rend à Jérusalem et prononce un discours en faveur de la paix devant la *Knesset* (le parlement d'Israël).

Menées sous l'égide des États-Unis, les négociations aboutissent à la signature, avec Menahem Begin, des accords de paix de Camp David (17 septembre 1978). L'Égypte et Israël se reconnaissent mutuellement et le Sinaï est restitué. Mais les pays arabes refusent cet accord et l'Égypte est exclue de la Ligue des États arabes.

5^{ème}

1982 : l'invasion du Liban

Les accords de Camp David ne font pas avancer le règlement de la question palestinienne. L'importance croissante de l'OLP, dans la diaspora palestinienne et les territoires occupés, inquiète Israël. Le Premier ministre Begin et son ministre de la Défense Ariel Sharon pensent pouvoir venir à bout de l'OLP, en frappant ses bases au Liban : *Tsahal* engage l'opération « Paix en Galilée » (juin 1982) qui vise initialement à éliminer l'OLP, mais débouche sur son encerclement dans Beyrouth. Le 30 août, Yasser Arafat et ses dernières troupes sont contraints de quitter le Liban sous la protection d'un contingent franco-italien. Les troupes israéliennes pénètrent dans la capitale le 15 septembre, laissant les phalanges chrétiennes massacrer près de 1 500 personnes dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila.

Après trois ans d'une occupation qui suscite une résistance de plus en plus massive – notamment dirigée par les chiites du Hezbollah – *Tsahal* quitte une grande partie du Sud-Liban. Le but initial d'Israël, la destruction totale et définitive de l'OLP, n'est pas atteint.

L'Intifada 6^{ème}

1987 : les Israéliens s'apprêtent à fêter le quarantième anniversaire de la création de leur État. La situation semble calme. La tension est en réalité à son comble. Fin novembre, les Palestiniens décident de manifester à l'occasion d'un double anniversaire : les 40 ans du plan de partage de la Palestine et les 20 ans d'occupation de la Jordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est par l'armée israélienne.

Le 8 décembre, un véhicule militaire israélien heurte un taxi, tuant sur le coup quatre Palestiniens : c'est l'embrasement. Toute une population se soulève, entraînée par la jeune génération née dans les camps de réfugiés et sous l'occupation. D'abord limitée à la bande de Gaza, l'Intifada – le soulèvement – fait tâche d'huile et gagne la Cisjordanie et Jérusalem-Est. D'abord surprise par la rébellion et la violence de la répression israélienne, l'opinion internationale oublie vite la révolte des pierres. L'Intifada dure pourtant, sans qu'Israël puisse en venir à bout, jusqu'à l'amorce du processus de paix.

L'échec du processus de paix

C'est l'une des conséquences paradoxales de la guerre du Golfe de 1991 et de l'Intifada que d'avoir engendré ce qu'on appelle communément le « processus de paix » entre Israël et ses voisins arabes, au premier rang desquels se trouvent les Palestiniens. Après six mois de négociations secrètes à Oslo entre Israël et l'OLP, les 9 et 10 septembre 1993, des lettres échangées entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin sont rendues publiques. Les deux textes signés par Arafat reconnaissent « le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité », et engagent l'OLP à reconnaître les résolutions de l'ONU sur la question ainsi qu'à modifier sa charte. La réponse brève d'Israël reconnaît l'OLP comme « représentant du peuple palestinien », sans aucune référence au droit des Palestiniens à un État.

Les accords d'Oslo sont signés le 13 septembre 1993 à Washington entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin. Ces accords reposent sur une « Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie », accompagnée de quatre annexes, portant sur une période d'application qui ne pourra excéder cinq années après son entrée en vigueur, le 13 octobre 1993. Ces accords font l'objet d'une extraordinaire mobilisation médiatique. Cependant, d'importants retards se manifestent immédiatement dans leur mise en œuvre. Les dirigeants travaillistes israéliens, alors au pouvoir, affirment

qu'il n'y a pas de « date sacrée » et que la sécurité d'Israël est prioritaire sur toute autre considération. Ces mois de retard sont ponctués de violences de part et d'autre, et contribuent à éroder la confiance des opinions favorables au processus de paix. On est donc bien loin de « l'esprit d'Oslo » quand, le 1^{er} juillet 1994, Yasser Arafat, jusqu'alors en exil, est autorisé à poser le pied sur la terre de Palestine : les territoires autonomes de Gaza sont ruinés par 27 années d'occupation militaire, et le taux de chômage s'élève à 60 % de la population active. Politiquement très affaibli, le chef palestinien est sans cesse contraint aux reculades.

C'est dans ce contexte que les accords dits « d'Oslo II » sont signés, de nouveau à Washington, le 28 septembre 1995, près d'un an et demi après la date initialement prévue. Il s'agit essentiellement de planifier l'évacuation des principales localités de Cisjordanie et d'organiser l'élection d'un Conseil palestinien de l'autonomie. Au total, le bilan est maigre pour les Palestiniens : outre les 70 % de la bande de Gaza, l'Autorité palestinienne ne contrôle réellement que 3 % du territoire de la Cisjordanie et 20 % de sa population. La situation est encore aggravée par les bouclages à répétition des enclaves autonomes. Par ailleurs, la résurgence des actions armées des islamistes les plus radicaux contribue à raviver la violence de la droite extrémiste israélienne, qui fait assassiner Itzhak Rabin, le 4 novembre 1995, jugé trop complaisant envers les Palestiniens.

Dans les mois qui suivent, son successeur, Shimon Peres, se trouve confronté à une vague d'attentats du mouvement islamiste Hamas. Ce contexte entraîne la déstabilisation du gouvernement travailliste israélien, puis sa défaite aux élections du 29 mai 1996. La coalition, dirigée par Benjamin Netanyahu, qui regroupe la droite, l'extrême droite et les partis religieux intégristes l'emporte. Les initiatives prises par ce dernier, peu coopérant lors des rencontres avec Yasser Arafat et ne faisant cas des résolutions de l'ONU, bloquent le processus de paix et provoquent à Jérusalem, à Gaza et en Cisjordanie les plus graves affrontements entre Palestiniens et forces de l'ordre israéliennes depuis la première Intifada. Celui qui, lors de sa campagne électorale, avait promis « la paix dans la sécurité » n'arrive pas à ses fins.

Le général Ehoud Barak, nouveau Premier ministre intronisé après la victoire écrasante du Parti travailliste en mai 1999 se consacre prioritairement à régler des différends avec ses voisins arabes, mais pas avec les Palestiniens. Le sommet israélo-palestinien de Camp David du 11 au 24 juillet 2000 est un échec total. Barak fait des propositions qualifiées de « généreuses » par Israël, avec notamment l'acceptation d'évoquer le statut de Jérusalem, mais la part des territoires occupés, qu'il entend conserver, est jugée trop importante par les Palestiniens. La situation se dégrade davantage suite à la visite du chef de l'opposition israélien, Ariel Sharon, sur l'esplanade des Mosquées le 28 septembre 2000. Considérée comme une provocation par les Palestiniens, elle suscite de violents affrontements qui marquent le début de la seconde Intifada. En janvier 2001, un sommet israélo-palestinien à Taba permet de définir les bases générales d'un accord. Cependant, l'approche des élections israéliennes compromet ses ambitions. En effet, Ariel Sharon, chef du Likoud, intraitable sur la question palestinienne, est élu Premier ministre le 6 février 2001 ; puis réélu le 28 janvier 2003.

Depuis le début de la seconde Intifada, la répression de plus en plus lourde du côté israélien, tout comme les attentats suicides palestiniens se sont intensifiés. L'évacuation unilatérale de la bande de Gaza au cours de l'été 2005, la construction du mur dit de « sécurité », l'accroissement du mouvement de colonisation dans les Territoires occupés indiquent le refus israélien de toute solution négociée avec les Palestiniens. Ces derniers, affectés par

la mort de Yasser Arafat en novembre 2004, confrontés à l'échec du processus de paix et à la dégradation constante de leurs conditions de vie, connaissent un processus de division politique. La victoire du Hamas aux élections législatives de janvier 2006 marque une incontestable modification des rapports de force au sein de la population palestinienne. L'embargo économique décidé notamment par les États-Unis, l'Union européenne et l'État hébreu va concourir à exacerber les tensions qui aboutissent au mois de juin 2007 à la division politique entre la Cisjordanie, dirigée par le Fatah du président Mahmoud Abbas et Gaza dirigée par le Hamas.

7ème

La Guerre du Liban des 33 jours

Alors qu'il essayait difficilement de se reconstruire après la guerre civile de 1975-1989, le Liban doit faire face à un conflit de grande ampleur avec son voisin israélien, du 12 juillet au 14 août 2006. Il résulte d'une opération lancée le 12 juillet par le bras armé du Hezbollah contre une patrouille israélienne, au prétexte que celle-ci se serait trouvée du côté libanais de la frontière. Lors de cette opération, huit soldats israéliens sont tués, deux autres enlevés.

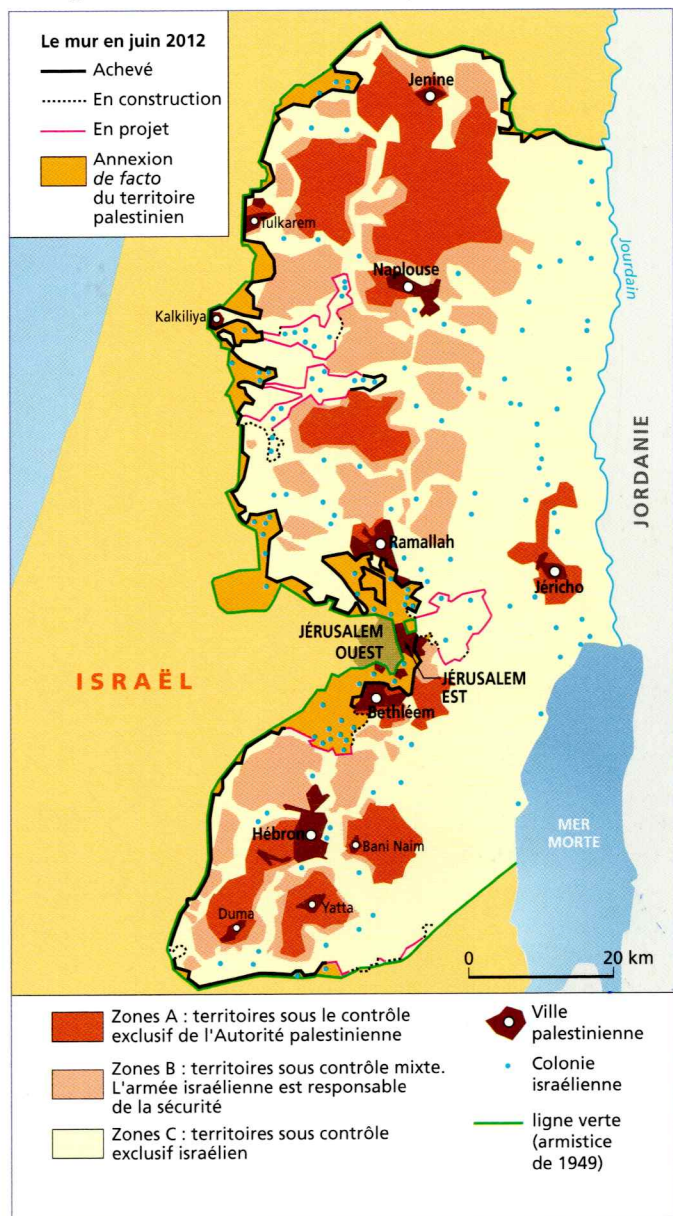
Le gouvernement israélien dirigé par Ehud Olmert refuse toute négociation avec le Hezbollah, considéré comme mouvement terroriste, et qualifie cet acte de *casus belli*, justifiant à leurs yeux un recours au droit de légitime défense, et décide de lancer le jour même une riposte de grande ampleur. C'est seulement le 11 août que le Conseil de sécurité adoptera la résolution 1701 imposant un cessez-le-feu aux belligérants et prévoyant le déploiement, aux côtés de l'armée libanaise, d'une Force de maintien de la paix de 12 000 hommes, la Finul 2, dans la zone tampon du Sud-Liban. Le bilan de ces 33 jours de conflit, que certains ont qualifié de « sixième guerre israélo-arabe », est lourd. Au Liban, l'ampleur des pertes s'élève à près de 1 200 morts et 700 miliciens du Hezbollah, dont un tiers d'enfants. En Israël, 157 personnes ont perdu la vie, dont 118 soldats. 3 970 roquettes ont été lancées par le Hezbollah. L'armée israélienne a voulu détruire les capacités du Hezbollah, et a engagé en outre une campagne de destruction systématique des infrastructures du pays. Pourtant, on constate *a posteriori* que les choix tactiques des autorités israéliennes ont été contre-productifs : loin d'affaiblir le Hezbollah, la stratégie adoptée par Israël n'a fait qu'exacerber le ressentiment des Libanais à son encontre, tout en augmentant considérablement la popularité du « Parti de Dieu ».

L'opération Plomb durci

Celle-ci, organisée contre la Bande de Gaza, débute le 27 décembre 2008. Elle vise officiellement trois buts : mettre un terme aux tirs de roquettes, neutraliser la contrebande via les tunnels souterrains à la frontière égyptienne et « éradiquer le Hamas ». Ces objectifs expriment l'autisme et l'imprudence des dirigeants israéliens. En effet, s'il n'était pas défait par Israël au cours de l'opération, le Hamas pourrait alors revendiquer un statut de « vainqueur ». Mais *Plomb durci* recèle également des motivations officieuses : punir les Palestiniens pour avoir amené le Hamas au pouvoir lors des élections de janvier 2006 et restaurer la capacité de dissuasion de *Tsahal* entamée par le Hezbollah lors de la guerre contre le Liban en juillet 2006.

Plomb durci débute par une phase de bombardements aériens massifs de la bande de Gaza. *Tsahal*, qui accuse son ennemi d'utiliser les Gazaouis comme « bouclier humain » et de se cacher dans les bâtiments civils, lance ensuite l'offensive militaire terrestre le 3 janvier. Cinq jours plus tard, le Conseil de sécurité de l'ONU vote un

L'organisation territoriale de la Cisjordanie en 2012



Source : B'tselem, Centre israélien pour les droits de l'homme dans les Territoires occupés.

appel au cessez-le-feu immédiat, ignoré par Israël. Au 20^e jour de l'opération, un raid aérien frappe un bâtiment abritant l'UNRWA, la principale agence de l'ONU d'aide aux réfugiés, où 700 Palestiniens avaient trouvé refuge, provoquant l'indignation de Ban Ki-moon, déjà scandalisé par le nombre de victimes civiles. La découverte de l'utilisation de bombes au phosphore blanc par *Tsahal* vient ajouter un nouvel élément compromettant. Devant la gravité de la situation humanitaire et les critiques quasi unanimes de la communauté internationale, l'État hébreu annonce un cessez-le-feu unilatéral le 17 janvier 2009, rapidement suivi par le Hamas, et finit par se retirer totalement de la bande de Gaza quatre jours plus tard. Le bilan, très lourd, fait état de 1 330 morts palestiniens, dont plus de 430 enfants, et 5 450 blessés, selon les services médicaux palestiniens. Dix militaires et trois civils israéliens ont péri, selon les chiffres officiels. Au regard des objectifs affichés, l'opération est un échec. Les tirs de roquettes n'ont pas cessé, tout comme la contrebande, et le Hamas est sorti de ses semaines de guerre avec un statut de vainqueur symbolique. Le Fatah continue à être associé à l'échec du processus de paix, n'ayant pas réussi à obtenir la levée du blocus et un calendrier du retrait des territoires occupés.

Source : P. BONIFACE, Atlas des relations internationales, A. Colin, 2013